Un journal anarchiste pour diffuser la résistance contre le génie génétique et son monde

RHIZOME

rhizome: n.m. Tige souterraine vivante, souvent horizontale, émettant chaque année des racines et des tiges aériennes

Numéro 2 (Septembre 2016) – paraît irrégulièrement

Éditorial Rhizome 2

A qui profite le temps?

Le moratoire sur le génie génétique est prolongé jusqu'en 2021. Une raison de se réjouir ou même de faire la fête?
Plutôt une raison de réfléchir ; pourquoi maintenant? Que va-t-il se passer ensuite?

Ainsi s'exprime le pouvoir d'État le 18.12.15 : « Lors de sa séance d'aujourd'hui, le Conseil fédéral a décidé de maintenir l'interdiction de cultiver des organismes génétiquement modifiés (OGM). Le moratoire actuel devrait être prolongé jusqu'en 2021 dans la loi sur le génie génétique (LGG). Le Conseil fédéral demande par ailleurs que soient précisés les principes garantissant la protection des cultures conventionnelles ainsi que le libre choix des consommateurs (coexistence), et que soient créées les conditions permettant de définir des périmètres de culture réservés aux OGM. »[1]

Cette déclaration montre clairement quelle intention se cache derrière cette prolongation ; gagner du temps pour imposer les produits modifiés génétiquement sur les marchés de la manière la moins conflictuelle possible, stratégie déjà en œuvre au début du moratoire, lorsque des sommes d'argent énormes ont été investies dans le programme de recherche national PNR 59. Ces recherches ont, entre autres, porté sur la meilleure manière de briser la résistance dans la population, spécialement chez les femmes qui seraient plus critiques et chez la population paysanne qui serait méfiante pour des motifs «irrationnels» (voir «Le champ du contrôle»). Aujourd'hui, nous comprenons encore mieux que le temps est le meilleur allié quand il s'agit d'habituer les gens à l'instauration d'une nouvelle technologie controversée.

Qui croit encore au régime démocratique comme moyen pour avoir droit à la parole, doit vite se raviser. Qui croit encore qu'un moratoire peut empêcher le développement international de l'installation des OGMs oublie que seul l'argent importe dans la société, ou plutôt dans l'économie.

Suite regardez à la page 2

Contre les technologies génétiques et leurs promoteurs

Le 29 août 2016, des énergumènes ont perturbé le congrès Eucarpia à l'EPFZ à Zurich, en jetant du fumier et des liquides nauséabonds dans l'auditoire où se déroulait la conférence « Génomique et bio-informatique », forçant les organisateurs à interrompre et déplacer la conférence. Deux personnes soupçonnées d'avoir participé à l'action ont été arrêtées, et relâchées après plus de deux semaines de détention préventive. Le texte ci-dessous a été publié après l'action.



Ce ne sont pas les groupes agro-industriels et leurs monocultures, mais les modèles d'agriculture diversifiés et à petite échelle, qui offrent des solutions.

Syngenta, un des sponsors du congrès scientifique sur la sélection végétale EUCARPIA, est un des leaders mondiaux des semences et de la chimie. Comparable à Monsanto, cependant avec un concept publicitaire essentiellement plus efficace nommé « capitalisme vert » et « bonne croissance ». Ces concepts de marketing sont repris aussi par certains scientifiques travaillant dans la recherche publique.
Syngenta et ces scientifiques se vendent eux-mêmes comme les « sauveurs de l'humanité », comme des promoteurs « de l'écologie et de la durabilité » et même comme « intéressés par le bien de tous », avant tout par le bien de la paysannerie.

Cependant, la réalité est tout autre :

Syngenta et les autres multinationales de l'agrobusiness soutiennent des groupes paramilitaires qui assassinent des paysan·ne·s et des militant·e·s qui s'opposent aux machinations desdites multinationales pour ne pas se faire voler leurs terres et leur autonomie.
Plus précisément, cette agro-industrie défend le brevetage des semences et les OGM qui sont toujours associés à une inflation de poisons pour éradiquer les plantes, champignons et animaux indésirés. Des poisons comme le glyphosate, le Paraquat, le Clomazone et bien d'autres contaminent les eaux souterraines et les cultures depuis des années et se retrouvent aussi dans les corps des animaux et des humains. Les recherches sur les conséquences et les dégâts causés par ces traitements sont systématiquement entravées et sabotées. Les interdictions de produits sont rapidement levées ou contournées grâce à des pressions sur les politiques et un travail efficace de lobbying.
La politique semencière de l'agro-industrie, qu'elle soit conventionnelle ou bio, n'est pour nous rien moins qu'un prolongement de l'accaparement mondial des terres, tel qu'il se pratique dans le Sud Global depuis de nombreuses années. La petite paysannerie y est for-

Suite regardez à la page 2

Suite: Éditorial Rhizome 2

Le fait que le conseil fédéral prolonge le moratoire parallèlement au fait qu'il négocie, au plan international, le traité de libre-échange qui permettra l'instauration des OGMs en Europe, montre clairement l'hypocrisie du pouvoir démocratique. En outre, cette prolongation n'est même pas encore définitivement sûre puisque le parlement ne s'est pas encore prononcé dessus. Et les lobbys y disposent de bien des moyens d'influence.

Il s'agit ici d'instaurer la technologie génétique, avec le maximum de profit et le minimum de résistance.
Il y a donc l'opportunité pour quelques-un·e·s de s'asseoir à table des négociations avec les autorités et peut-être d'en sortir avec quelques concessions accordées. Il est même possible que certain·e·s opposant·e·s aux génie génétique négocient avec les autorités les contours de l'introduction des OGMs. Comme par exemple la petite ONG romande StopOGM qui croit que s'il existe des zones spécifiques où les OGMs seront autorisés, elle pourra s'opposer efficacement à toutes demandes d'autorisations de plantes génétiquement modifiées. Quelle sorte de stratégie cela est-il?
C'est toujours le même petit jeu! Certaines personnes ou ONGs, qui se plaisent à se voir comme représentant.e.s de l'ensemble d'un mouvement, finissent par vouloir dominer l'ensemble de la contestation et poignardent dans le dos des militant·e·s plus radicaux en s'asseyant à la table des négociations puis en nous vendant ensuite leur compromis moisi comme la meilleure victoire possible. Les seuls gains de tels agissements est sont pour la carrière des ces bureaucrates – qu'elle soit politique ou économique – et non pas pour le mouvement de résistance, notre environnement et sûrement pas pour la lutte pour un monde sans génie génétique.

Si nous voulons vraiment nous engager pour un monde sans génie génétique, nous ne pouvons pas déléguer nos responsabilités dans les mains de politicien·ne·s où de chercheurs et chercheuses faussement neutre. Nous devons tous et toutes prendre nos responsabilités individuelles en main. Un mouvement qui se positionne contre la technologie génétique se doit de placer ses perspectives de manière plus globale.
On ne viendra pas à bout de la technologie génétique en faisant appel aux capitalistes, dont la première priorité est et reste le profit, ni au politicien·ne·s dont la première priorité est et reste « la gestion de la société », soit la préservation de leur propre intérêt carriériste.

Cela devient intéressant lorsque nous nous organisons librement pour des actions directes et que nous luttons pour une vie définie librement, sans génie génétique, en vue d'un monde sans domination.

C'est vers cet horizon que Rhizome se veut de contribuer à avancer. Bien du plaisir avec la deuxième édition.

[1] *www.news.admin.ch/message/index.html?lang=fr&msg-id=60062*

Suite: Contre les technologies génétiques et leurs promoteurs

cée, par les lois des multinationales, à acheter des semences car la multiplication, l'échange et le don de semences qui sont d'usage depuis des millénaires deviennent interdits alors que ce sont exclusivement les semences brevetées des multinationales qui sont autorisées.
Les paysan·ne·s, qui n'étaient auparavant jamais dépendant·e·s de l'achat, se voient forcé·e·s de participer au marché capitaliste. La conséquence en est la compétition capitaliste et l'on sait que ce sont toujours les plus pauvres, les petit·e·s paysan·ne·s, qui y perdent et doivent dès lors abandonner leurs terres et peupler les bidonvilles des grandes villes en tant que force de travail bon marché. De l'autonomie paysanne, il ne reste rien, que la misère de se vendre et de dépendre du capitalisme. Les terres libérées vont à d'autres multinationales. **Syngenta est partie prenante de cette logique destructrice et mène une guerre économique contre toutes celles et ceux qui veulent un monde juste. L'agro-industrie détruit des millions de vies avec cette politique.**

L'agro-industrie et ses scientifiques utilisent le mot « innovation » pour faire le lien entre « progrès » et prospérité de l'Occident. Ce genre d'innovations sert cependant en premier lieu les intérêts particuliers des grandes entreprises et l'innovation réelle consiste simplement en la maximisation de leurs propres profits et de leur compétitivité sur le marché. Le sens pour la société humaine ne leur importe en vérité pas du tout. Chacun de leurs dons fait partie d'une propagande d'entreprise et de l'idéologie du profit, pour l'expansion de leur puissance sur le marché.

Le congrès EUCARPIA, organisé par Agroscope, est sponsorisé par Syngenta. Ceci nous montre que de telles institutions publiques travaillent main dans la main avec ces multinationales qui méprisent la vie.

En revanche, posons-nous la question : que signifie pour nous l'innovation ?

Pour nous, l'innovation pourrait vouloir dire utiliser les expériences des générations précédentes et poursuivre leur travail pour mettre en place une agriculture écologiquement soutenable, promouvoir l'autonomie paysanne, être non-commercial – c'est-à-dire faire usage de manière non-marchande des biens gratuits comme la terre, les semences, l'eau et l'air qui appartiennent à tout le monde, partager les produits de notre créativité, se soutenir et s'entraider au lieu de se tirer dans les pattes.

Au modèle de concurrence de Syngenta et consorts nous opposons la coopération, la solidarité et l'humanité, l'innovation paysanne et un progrès qui serve à toutes et tous !

« The Art of bringing Science to Life » c'est d'un cynisme absolu. Car la science à laquelle des groupes comme Syngenta s'intéressent est une science orientée vers le profit, comme on peut le voir avec des titres de conférences comme « refining the green gold of genetic resources ». Celui qui fait le lien entre l'ADN des plantes et une raffinerie de pétrole n'a rien d'autre à l'esprit que le profit. Cette vision d'une science qui se développe à grand renfort de génomique et d'informatique signifie en réalité un contrôle total des expert.e.s sur les paysan·ne·s et sur le vivant en général. On le saisit parfaitement au champ d'essai d'Agroscope à Reckenholz au nord de Zurich, avec ses caméras, ses barbelés et son service de sécurité. Seulement, « orienté vers le profit » et « contrôle total » ça ne se vend pas très bien. Ce n'est alors pas la réalité qui sera présentée, mais des mirages. Les agences de communication engagées utilisent des concepts comme bonne croissance, durabilité, sécurité alimentaire, augmentation de la production, progrès pour tous etc, bien qu'il s'agissent de mensonges grossiers se basant sur des explications simplistes.
Si l'agro-industrie était honnête, elle figurerait dans les poubelles de l'histoire depuis longtemps.
Ils traitent toute critique comme de « l'idéologie », comme si ce genre de scientisme n'était pas lui-même idéologique.

La science est censée principalement créer des connaissances, qui pourraient être bonnes si elles étaient utiles à tout le monde, si elles créaient un avenir habitable pour toutes et tous. Étrangement, cette science qui tente de créer un avenir vraiment habitable se développe en-dehors des institutions scientifiques. Cette science naît dans les fermes, sous le contrôle des gens qui sont dans la pratique et qui sont concerné·e·s. Celui ou celle qui développe une science qui sert Syngenta et consorts s'est vendu·e, et a trahi son engagement envers l'humanité. Les scientifiques qui travaillent pour, ou se font sponsoriser par les groupes capitalistes ne créent pas de connaissances, ils créent avant tout la souffrance et l'exploitation. Ce sont simplement des capitalistes, qui soutiennent le progrès et les prétentions de puissance des ennemis de l'humain et de la nature. Il ne nous reste donc que comme réponse paysanne au congrès « The art of bringing science to life » :

Kicking their Science out of our Lives!

Des fafs en scred à la manif contre Monsanto



Rappel des faits

Lors de la manifestation du 23 mai 2015 à Morges, où plus de 1'500 personnes ont défilé contre Monsanto, une petite dizaine de membres du groupuscule "Résistance Helvétique" avaient réussi à se joindre au cortège.
Malgré le fait que le défilé était majoritairement composé d'ONG et de militantEs écolos et de gauche, personne n'avait remarqué la présence des fascistes.
Nous avions alors publié avec le Réseau d'Agitation Genève (anciennement Réseau Antifasciste Genève) un communiqué à ce propos qui avait notamment été repris par www.renverse.co, site d'information et de lutte en Suisse romande.
Le 3 juin 2015, Raphaël Pomey, journaliste du Matin offrait aux néo-fascistes une double-page sur laquelle leur logo était reproduit en grand. L'article comprenait entre autres la prise de position de Luigi d'Andrea, secrétaire exécutif de Stop OGM et co-organisateur de la manifestation, qui réagissait comme suit à la présence des fascistes : "Ce n'est pas parce qu'on est d'extrême-droite qu'on ne peut pas avoir une conscience écologique sincère (…) S'il se sentent concernés tant mieux. L'écologie doit rallier tout le monde".
Ces propos étant toxiques et dangereux, nous avions alors publié une lettre ouverte aux organisateurs/trices de la manifestation contre Monsanto en exigeant une prise de position claire sur la présence des néo-fasciste lors de cette manifestation.
En nous renseignant auprès de Stop OGM, nous avons appris que l'interview comprenait plusieurs questions dans lesquelles Luigi d'Andrea avait notamment répondu que : « aucun organisateur ne soutient la présence de l'extrême-droite à la manif, mais qu'il est impossible pour nous d'interdire à des groupes de manifester et que nous nous distancions des idées qui sont véhiculées par l'extrême-droite ».
Le journaliste, M. Pomey, a donc volontairement tronqué les propos de Luigi d'Andrea, mettant en avant uniquement ce dont il avait besoin pour orienter son article et l'accorder à son titre racoleur. Ce faisant, il a offert à l'extrême-droite fasciste la tribune dont elle a besoin pour sa stratégie de dédiabolisation, afin de se rendre acceptable vis-à-vis de l'opinion publique.
A noter qu'ATTAC, le parti des Verts et Greenpeace n'ont pas répondu à notre lettre ouverte.

Les luttes et les fascistes

Historiquement, les fascistes ont toujours été utilisés comme milice contre les luttes sociales par les puissants.
"Le Fascisme devrait plutôt être appelé Corporatisme, puisqu'il s'agit en fait de l'intégration des pouvoirs de l'Etat et des pouvoirs du marché." (Benito Mussolini 1883-1945, dirigeant fasciste de l'Italie de 1922 à 1943)

Un bon exemple plus ou moins récent est l'attaque de néo-fascistes contre un camp écologiste dans la forêt de Khimki le 23 juillet 2010. Le parti de Poutine avait payé les fascistes pour attaquer les opposantEs à un projet d'autoroute, dont le groupe Vinci était en charge d'une partie de la construction. Une fois sur les lieux, la police en profite pour évacuer le camp, malmener et embarquer les activistes.
Vu que les agressions policières et para-étatiques néo-fascistes ont continué les jours suivants (tout comme la destruction de la forêt), en réponse, 400 antifascistes de Moscou ont attaqué le bâtiment de l'administration municipale de Khimki le 28 juillet. Suite à cette manifestation, une répression très dure s'est abattue sur les antifascistes. CertainEs ont été emprisonnéEs et d'autres ont dû fuir le pays.
Défendre la forêt de Khimki c'était lutter contre le régime de Vladimir Poutine, la corruption de l'administration russe, la destruction de la forêt mais aussi se souvenir du combat des partisanNEs[1].

Think global, act local

Les néo-fascistes de "Résistance Helvétique" le disent clairement dans leur communiqué, leurs perspectives écolos s'arrêtent aux frontières nationales et leur discours ressemble curieusement à l'initiative ECOPOP:
"Cela fait des décennies que nous voyons, impuissants, notre sol se faire miter par le bétonnage massif, la qualité de l'air s'effondrer sous les rejets polluants des innombrables véhicules en circulation et nos paysages idylliques se laisser ronger par les nouvelles constructions.
Nous aimons notre Suisse et ne souhaitons pas la voir devenir un dortoir/supermarché géant incorporé dans le système apatride mondialiste qui se met en place partout en Occident, et œuvrons donc aux côtés des résistants." (Résistance Helvétique)
Monsanto est international, la résistance doit l'être aussi ! Monsanto profite du néo-colonialisme pour appauvrir et mettre sous tutelle les paysans du Sud. Les néo-fascistes, eux, défendront toujours leurs seuls intérêts nationaux et leurs délires impérialistes.
Il est important de mener les luttes dans une perspective de jonction et d'intersectionnalité. Les luttes doivent s'articuler ensemble pour avoir plus d'impact et pouvoir dépasser les frontières et les contradictions. S'isoler, se marginaliser, rester dans l'entre-soi, c'est exposer le(s) mouvement(s) à l'asphyxie. Dans ce contexte de capitalisme mondialisé, il n'y pas d'alternative "nationale", la lutte doit être internationale.

Fascistes, hors de nos vies, hors de nos luttes

Il est important d'être vigilantEs, et de parer à toute tentative de récupération de la part de

l'extrême-droite. Pour cela, il faut avant tout les démasquer, les dénoncer et appeler les organisations et les individuEs à se positionner clairement à leur sujet. Si cela n'est pas mis en place, ce genre de situations se reproduira, car tolérer la présence de l'extrême-droite c'est contribuer à la banalisation de ses idées.

Dans le cas précis de cette manifestation, nos communiqués et notre lettre ouverte ont été bénéfiques car les néo-fascistes ne se sont pas sentis assez en confiance pour retourner à la manifestation contre Monsanto du 21 mai 2016. Leur présence l'an passé n'aura été qu'un "happening" sans suite. Il faut malgré tout garder un oeil sur l'initiative des "Démocrates Suisses/Action Nationale" (rebaptisés "Alternative Populaire Suisse") appelée "Ecologie Radicale – L'écologie autrement pour notre patrie" qui est organiquement liée à Résistance Helvétique.

En France, il existe plusieurs groupes néofascistes et d'extrême-droite qui ont tenté et tentent toujours d'instrumentaliser la lutte écologiste et/ou anti-Monsanto à des fins nationalistes, comme "La Dissidence Française". Il est donc important de ne jamais baisser la garde afin de ne pas laisser nos luttes se faire gangréner par la peste brune, comme l'ont brillamment fait les mouvements du NO TAV et de la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes.

RAGE – Réseau d'Agitation – Réseau Antifasciste Genève

[1] Khimki est une forêt très emblématique, dernier obstacle naturel que les nazis devaient franchir pour pouvoir assiéger Moscou pendant la 2ème guerre mondiale. Elle était défendue par des centaines de petits groupes de partisanNEs.

Nouvelles du champ

Feu vert pour planter des pommiers génétiquement modifiés et demande d'une autorisation pour semer du blé d'automne GM accroissant le rendement.

Cette année encore le blé de printemps de l'université de Zurich et des patates GM (génétiquement modifié (GM) ont été mis en place pour une nouvelle saison derrière les grillages du protected site de Reckenholz. L'année passée, les tests de résistance au mildiou de la patate n'ont pas donné de résultat à cause de la sécheresse de l'été, par contre ils ont l'air tout contents de leurs essais avec le blé.[1]

Pommiers

Le 29 avril dernier, l'Office fédérale de l'environnement -OFEV- a donné l'autorisation à Agroscope de planter des pommiers cisgéniques dans le champ protégé de Reckenholz. Toutefois l'OFEV se recommande : comme il existe de grands risques de dissémination du pollen cisgénique par les insectes, les fleurs devront être éliminées. Le but annoncé de l'essai est de tester la résistance au feu bactérien de ces pommiers dans l'environnement mais l'infection par la bactérie se fait par la fleur ou les blessures de l'arbre. Il faudra donc inoculé la bactérie en laboratoire ce qui rend le test en plein champ inutile...[2]

Pour rappel, il s'agit de pommiers de la variété gala galaxy dans lesquels ils ont introduit des gènes d'un pommiers sauvage de Sibérie. Ces pommiers cisgéniques sont fabriqués pour être résistants au feu bactérien, une maladie qui peut être mortelle pour les pommiers, poiriers, et autres rosacées et qui est très contagieuse suivant les conditions. Ces arbres sont actuellement dans les serres d'Agroscope à Wädenswil ZH (voir l'article de Rhizome no1 Pommiers OGM-Agroscope a demandé l'autorisation pour une nouvelle expérimentation).



Toujours plus !

En collaboration avec l'institut Leibniz de génétique des plantes et de recherches végétales de Gatersleben en Allemagne (Leibniz-Institut für Pflanzengenetik und Kulturpflanzenforschung IPK), Agroscope prévoit des expérimentations en plein champ de blé d'automne génétiquement modifié augmentant le rendement. Ceci est de nouveau justifié par la promesse de résoudre la faim dans le monde : « pendant des décennies, il a été possible d'accroître la production de blé dans le monde et de répondre ainsi à la demande croissante. Ces dernières années cependant, les rendements du blé stagnent en dépit des sélections. Etant donné la hausse de la demande, il est nécessaire de développer des variétés de blé permettant une augmentation de la productivité »…[3]

Une demande d'autorisation pour des essais en plein champ a été déposée à l'OFEV mi-avril. Les chercheur-euses de l'IPK ont conçu un blé génétiquement modifié avec un meilleur transport de sucre. Ils ont introduit un gène issu de l'orge dans la variété de blé d'automne Certo. Ce gène entraîne la production d'une protéine assurant le transport du sucre. Le système de production de sucre dans le blé provient d'un autre gène de l'orge. Le blé produit ainsi des plus gros grains.[4]

Avec les recherches précédentes on aurait pu croire à une statégie de communication basée sur la « protection contre les maladies ». Il semble qu'Agroscope n'essaie même plus de cacher ses intentions productivistes à des fins commerciales profitables mais les justifie comme quelque chose d'indispensable alors qu'elles ne sont utiles qu'à une agriculture mortifère qui tue les sols, la biodiversité, les paysan-nes et l'autonomie de tous-tes.

[1] Communiqué d'Agroscope du 11.08 2015 http://www.agroscope.ch/aktuell/00198/05299/05301/05493/index.html?lang=fr&msg-id=58292

[2] Communiqué d'agroscope du 03.05.2016 http://www.agroscope.ch et communiqué de STOP OGM du 03.05.2016 http://www.stopogm.ch/

[3] www.agroscope.ch

[4] Communiqué d'Agroscope du 06.06 2016 http://www.agroscope.ch/aktuell/00198/05299/05494/index.html?lang=fr&msg-id=62033

Les petites affaires de la Suisse dans le grand business de l'agro-alimentaire



Ce texte a été distribué et collé lors de la manif contre Syngenta et Monsanto à Bâle le 21 mai 2016.

La multinationale Monsanto, qui a son siège régional à Morges, est bien connue en tant que leader mondial des semences à pesticides brevetées (génétiquement modifiées), et pour avoir voulu – mais pas encore pu – imposer des semences stériles (dites Terminator). C'est aussi une firme issue du business des toxiques – elle qui fabriquait l'agent orange pour l'armée US pendant la guerre du Vietnam – qui détenait le brevet de l'herbicide total Roundup et qui a su profiter de l'arrivée des biotechnologies pour lier les marchés des semences et des pesticides grâce à son soja génétiquement modifié pour résister à cet herbicide.

La concentration de l'industrie agrochimique répond surtout à une volonté d'adaptation à l'arrivée des biotechnologies dans l'agrobusiness afin d'exploiter les opportunités croissantes qu'elles offrent pour dominer le secteur agroalimentaire. Ainsi, Monsanto a racheté plus de la moitié des entreprises de semences et vise le contrôle de l'alimentation mondiale.

Mais méfions-nous de la figure du méchant absolu américain et avide de profit. Son concurrent Syngenta, numéro un mondial des pesticides basé à Bâle, et Nestlé, numéro un mondial de la transformation alimentaire basé à Vevey, trempent aussi dans les OGM et les nouvelles biotechnologies et traînent un nombre de crimes trop grand pour qu'ils soient listés ici. Ils représentent évidemment la domination capitaliste et occidentale, mais aussi la domination de l'industrie et de la science patriarcale sur des savoirs paysans souvent aux mains des femmes.

Syngenta est aussi un leader de l'agrochimie et gros producteur de semences. Le groupe est né en 2000 de la fusion de la partie agrobusiness de Novartis et de AstraZeneca. Syngenta développe des semences hybrides-F1 (des variétés qui dégénèrent dès la deuxième génération ne pouvant ainsi pas être ressemées l'année suivante, ce qui oblige les agricultrices et agriculteurs à racheter des semences chaque année). Les OGM ne sont pas leur activité principale, mais les semences transgéniques de Syngenta sont présentes notamment en Argentine, au Canada, aux Philippines, aux Etats-Unis, et au Brésil où ils collaborent entre autre avec Oxitec au développement de moustiques transgéniques stériles. Syngenta avait refusé l'offre de rachat par Monsanto, mais a finalement été rachetée au début 2016 par l'entreprise chinoise ChemChina, premier producteur de pesticides en Chine.

Comment la Suisse, refuge financier et sécuritaire pour ces grandes multinationales (et pas que dans l'alimentaire d'ailleurs...), se lave-t-elle les mains des petites affaires dans ce grand business de l'agroalimentaire ? Il est important d'élargir la réflexion et la critique, et de remettre en question plus que seulement une entreprise (qui peut changer de nom, se faire racheter, etc.), car c'est toute l'agrochimie, l'industrie et les intérêts financiers et politiques qui se tissent derrière qui sont nuisibles à notre santé, à l'environnement, à nos sociétés, à la vie.

Ainsi va le système. Les entreprises chimiques se reconvertissent dans l'agriculture comme Google se reconvertit dans la génomique, comme IBM se reconvertit dans les nanotechnologies… Gardons à l'esprit que ces mutations du « grand capital » sont possibles grâce à des armées de chercheurs et de chercheuses qui font progresser la science, tant dans le secteur public que dans le privé.

Par exemple, chez Agroscope à Zurich c'est la recherche publique, comme pour « Terminator » aux Etats Unis, qui fait de nouvelles avancées vers les OGM de demain : blé, patates, pommes... en prétendant faire de la « recherche fondamentale » ! Ces chercheurs défendent la « nécessité » des OGM avec les mêmes mots et le même fanatisme que leurs collègues du privé. Rien d'étonnant : les experts font preuve de plus de solidarité avec ceux qui partagent leur connaissance d'élite et leur vision technicienne de la vie qu'avec les profanes qu'ils considèrent comme inférieurs. Le même scientisme imprègne les chercheurs de chaque côté des portes tournantes, le même désir de croissance avive les appétits du capital et de l'État.

Les maladies contre lesquelles la recherche cherche des solutions (bio-)technologiques sont liées à des monocultures intensives liées à un modèle d'agriculture industrielle. De telles recherches, même publiques, n'ont pas de volonté d'améliorer notre alimentation dans le sens de la santé ou des propriétés nutritionnelles mais bien d'augmenter le rendement de cette production industrielle, de faciliter le triage des produits et ainsi l'homogénéisation de notre nourriture que ce soit en terme de forme, de couleurs, mais aussi de goût et de composition.

Le champ du contrôle hyper-sécurisé de Zurich-Reckenholz est un enjeu stratégique : les chercheurs en biotech de toute l'Europe appellent de leurs vœux de tels « sites protégés » car ils ont besoin d'infiltrer leurs chimères de laboratoires dans le monde vivant, alors que les sites d'essais en plein champ ferment les uns après l'autre sur tout le continent grâce aux sabotages !

Du côté des écologistes officiels, c'est l'Etat qu'on appelle à la rescousse pour contrer ces monstres puissants. On demande à des scientifiques « neutres » d'étudier les dangers de la technologie et aux parlementaires de réglementer ses « dérives ». Le moratoire sur les OGM qui a été obtenu est encore prolongé, mais les recherches qui avaient été demandées (!) se retournent contre la résistance en travaillant sur l'acceptation, à commencer par les milieux professionnels. On voit bien que la logique de délégation affaiblit la lutte !

Si on ne saisit pas que les dominants n'abandonneront jamais d'eux même leur domination, on ne fera que se soumettre. N'attendons rien de ceux qui prétendent nous représenter et négocient déjà la capitulation, les « Stop OGM » qui « désirent des zones avec OGM dans une grande Suisse sans OGM » et condamnent les actions directes contre les essais en plein champ. Si notre détermination créative arrive à bout du Protected Site, ce sera une victoire d'une portée plus grande qu'une prolongation du moratoire. Organisons-nous en groupes affinitaires et passons à l'action !

Des communautés libres se nourrissant de l'épanouissement du vivant ne peuvent advenir que si nous controns l'ensemble de la domination, à commencer par ces technologies qui ne font que renforcer son emprise. Industrie, experts, gouvernants, colonialisme, patriarcat, même combat. Abattons les clôtures du champ du contrôle, semons les graines de l'autonomie !

Agroscope s'enfonce dans la technoscience

Agroscope est l'institution étatique chargée de la recherche agronomique publique en Suisse. Elle s'illustre ces dernières années par son engagement en faveur des organismes génétiquement modifiés et la construction de son Protected Site pour les essais en plein champ. Elle se lance maintenant dans de nouveaux projets pour une agriculture toujours plus industrielle et dépendante.

En janvier 2015, Agroscope annonce une nouvelle collaboration avec le centre de recherche privé CSEM (Centre Suisse d'Electronique et de Microtechnique) de Neuchâtel pour « créer des synergies pour l'industrie, l'agriculture et l'environnement afin d'exploiter la micro- et la nanotechnologie, la microélectronique, le photovoltaïque et les technologies de communication, (...) augmenter la productivité de l'agriculture tout en préservant les ressources naturelles. »[1]

En août 2015, Agroscope annonce aussi le lancement d'un réseau « génomique et bio-informatique », dont le but est d'extraire les informations génétiques des micro-organismes importants pour l'agriculture, et l'exploitation informatique des énormes masses de données que ces recherches vont générer, ainsi que l'insertion de ces développements dans un réseau mondial.[2]

Ces annonces viennent soutenir l'analyse critique publiée quelques mois plus tôt dans la brochure Le champ du contrôle : « Dans leurs labos, les chercheurs domestiquent tout, des micro-organismes aux plantes et aux animaux, jusqu'à ce qu'ils aient dressé la carte génétique d'écosystèmes entiers à l'aide de technologies informatiques toujours plus puissantes, instrument clé du bond en avant qu'ont fait ces dernières décennies les biotechnologies (aux côtés des autres sciences convergeant vers l'artificialisation du vivant, les nanotechnologies et les sciences cognitives). Une fois dressée, cette cartographie n'est pas destinée à rester de la science pure, mais à devenir une sorte de base de données dans laquelle les gouvernements et les entreprises pourront librement puiser pour leurs propres intérêts et leurs propres profits. »[3]

Écoutons maintenant Agroscope : « Les technologies de séquençage les plus récentes permettent de déchiffrer simultanément des dizaines de génomes de bactéries. Même les grands génomes comme ceux des plantes utiles peuvent être séquencés en l'espace de quelques semaines par les grands groupes de recherche. Ces nouvelles possibilités signifient qu'on génère aujourd'hui déjà davantage de données que les chercheurs et les chercheuses ne peuvent en traiter. Cette insuffisance en matière d'évaluation bio-informatique s'accentuera encore dans les années à venir: on s'attend à ce que le volume de données de la génomique double environ tous les ans dans le monde. Pour Agroscope, il est par conséquent important de mettre en place une structure permettant d'utiliser les nouvelles technologies de manière optimale sans perdre la maîtrise de la gigantesque quantité de données produites. Or, ce n'est que par le biais d'un réseau de recherche mondial que l'on y parviendra. »[4]
Ou comment une nouvelle technologie génère une demande pour encore davantage de technologie...

Comme souvent, un progrès technique est vanté pour son utilité, et plus tard il apparaît comme « incontournable » - entendez obligatoire. Pour affirmer la nécessité et l'urgence de son initiative en génomique, Agroscope n'hésite pas à fusionner ces deux moments quitte à être illogique et manipulateur : « De nos jours, les professionnels de la sélection végétale et animale ne peuvent plus renoncer aux données génomiques, car elles aident à améliorer les propriétés de manière ciblée et à procéder avec succès à des croisements. » Sachant qu'on peut toujours renoncer à une aide, d'autant plus qu'il existe effectivement



des alternatives viables, ceci n'est autre qu'une sentence autoritaire. D'un côté, elle prône la soumission aux tendances dominantes pour les chercheurs·euses qui broutent toujours là où l'herbe est plus verte, là où les crédits de recherche sont les plus gras. De l'autre côté, les praticien·ne·s de la sélection de semences paysannes sont des amateurs·trices, car ils et elles n'utilisent pas la génomique. Ils et elles apprécieront cette négation de la valeur de leur travail. Rien de nouveau, puisque l'industrialisation a toujours procédé dans un premier temps à l'appropriation des savoirs artisanaux, et dans un deuxième temps à leur négation, sa Science revendiquant le monopole du savoir. De la même manière, on tentera de dissuader les agriculteurs·trices de faire leurs propres choix, eux et elles qui sont pris·es en étau entre les contraintes du marché, le pilotage étatique et la foi dans l'expertise.

Qu'est-ce que la technoscience ?

La technoscience est la production de savoir séparée des producteurs·trices, par la mise en œuvre de technologies hors de portée de ces dernier·e·s. Ce qu'on nomme la révolution industrielle a marqué une rupture entre l'époque où des artisan·e·s concevaient leurs propres outils et acquéraient la maîtrise de leur matière à partir de problèmes liés à leur propre pratique, et l'époque où le savoir et les outils se développent en laboratoire par un corps spécialisé dont les recherches servent à rationaliser la production des travailleurs·euses au profit des détenteurs de capitaux. Mais ce n'est en fait pas une révolution ponctuelle à un moment précis de l'histoire, c'est un processus permanent de rationalisation qui se développe et s'approfondit, au point qu'on parle aujourd'hui à tort et à travers de « nouvelle révolution industrielle ». Cette production séparée de savoirs est de plus en plus stimulée par les opportunités offertes par de nouvelles technologies, ici dans les domaines de la génomique et de l'informatique, qui créent de multiples opportunités « d'applications », qu'il s'agit de découvrir et d'exploiter si elles sont rentables. Ainsi, ce qui caractérise la technoscience est qu'on ne part pas de questionnements fondamentaux ou pratiques sur l'agriculture ou sur quelque autre problématique sociale, mais des outils techniques et de leurs potentialités. Ceci aboutit logiquement à des propositions de solutions techniques absurdes et nuisibles, lorsque la technoscience prétend résoudre des nuisances causées par les précédentes vagues d'innovations/rationalisations technologiques ; c'est ce qu'il convient de nommer une fuite en avant.

Le savoir en matière agricole est de plus en plus produit et détenu en-dehors des fermes. C'est le cas aussi des données sur les sols et le climat, qui prennent maintenant la forme de « big data » dont le contrôle devrait aller aux fournisseurs de machines agricoles comme John Deere et leurs tracteurs connectés et automatisés.[5] Une fois de plus, le service public Agroscope s'associe au privé pour renforcer la domination industrielle : « Les processus de production doivent de plus en plus être gérés à l'aide des nouvelles technologies d'information et de communication: des capteurs enregistrent les données importantes pour les processus et s'en servent pour alimenter les systèmes de commande correspondants. »[6] Une cyber-gestion précise, censée utiliser moins de pesticides polluants... Mais en fait on continue à accepter l'agriculture à pesticides : au lieu de sortir du paradigme industriel, on s'y enfonce.

L'exploitation animale, avec l'automatisation de la traite, de l'alimentation et du soin des vaches, est prise comme exemple des progrès futurs : « Le bien-être de l'animal et l'augmentation de la productivité sont au centre des développements en cours », sans oublier les questions sanitaires et environnementales. On veut nous faire avaler qu'en bardant de capteurs animaux, appareils, bâtiments, plantes et sols, et en automatisant tout, tout ira pour le mieux. On réaliserait des gains de productivité aussi bien sur les coûts classiques que sur les « coûts externes » comme les pollutions et les maladies qui sont assumés par la collectivité. Toujours le même productivisme, la même utopie mécaniste, la même illusion scientiste, pour rendre « durable » et « acceptable » un monde d'exploitation généralisée qui n'aura plus rien de désirable mais qui sera d'autant plus profitable pour les quelques businessmen qui produiront encore de la nourriture.

Quelques tendances vont à contre-courant, comme des recherches collaboratives entre scientifiques et exploitant·e·s agricoles, ou d'autres recherches vraiment horizontales dans un cadre revendiqué d'agriculture paysanne. Comme Agroscope s'éloigne rapidement de la voie collaborative qui est une pratique pourtant bien connue de cette institution, il devient plus clair que la deuxième voie, celle de l'autonomie paysanne, est la seule réellement significative politiquement. L'alimentation est à la croisée des chemins : le système ne lui laisse guère d'autre alternative que la technoscience, y compris pour le bio industriel. Il s'agit alors de barricader cette route suicidaire et de bifurquer vers la voie autonome, qui peut prendre des formes diverses, entre réseaux de semences paysannes, ateliers mécaniques autogérés et des méthodes de culture nécessaires à un autre rapport au monde et à une émancipation radicale des communautés.

[1] « Agroscope et le CSEM s'unissent pour développer de nouvelles technologies pour l'agriculture », communiqué du 27.1.2015, https://news.admin.ch

[2] « Agroscope lance un réseau «génomique et bio-informatique» », communiqué du 18.8.2015, https://news.admin.ch

[3] « Le champ du contrôle, un recueil de textes contre le génie génétique et la domination », Suisse, 2014, téléchargeable sur https://infokiosques.net/spip.php?article1173

[4] « Agroscope lance un réseau «génomique et bio-informatique» »

[5] « Après le smartphone, la « smart-agriculture » », émission radio Terre à Terre de Ruth Stegassy du 23.1.2016, http://www.terreaterre.ww7.be

[6] « Agroscope et le CSEM s'unissent pour développer de nouvelles technologies pour l'agriculture », communiqué du 27.1.2015, https://news.admin.ch

Nouvelles techniques de sélection

Au sein du Protected Site, les expérimentations ne semblent pas s'arrêter. Il y a quelque temps encore, l'Office fédéral de l'environnement a accordé l'autorisation pour une nouvelle expérimentation portant sur des variétés de pommes génétiquement transformées. Comme dans le cas des essais sur les pommes de terre, cette nouvelle culture a également la particularité de voir les plantes expérimentées se faire dénommer non pas comme «génétiquement modifiées», mais comme «cisgéniques». Derrière le choix d'employer un autre terme, y a-t-il effectivement une méthode qui diffère de la transgenèse ou est-ce une tactique pour brouiller les cartes d'une manière ou d'une autre?

Cisgenèse contre transgenèse et l'exercice de la rhétorique

Pour de nombreuses personnes, lorsque l'on parle d'OGM, ce sont les imaginaires avec lesquels Greenpeace et les autres associations ont construit le refus de la population envers les OGM, les tomates et les épis «Frankenstein», qui viendront à l'esprit. Des plantes au sein desquelles des gènes provenant d'autres espèces ont été insérées dans l'ADN. La fraise avec le gène de saumon est désormais célèbre. Cette méthode est, de fait, la transgenèse. Introduire dans le code génétique de la variété que l'on veut transformer les gènes considérés comme intéressants provenant d'une autre espèce qu'elle n'aurait jamais croisée en-dehors

du laboratoire. De fait, une fraise avec un saumon.
Le terme «cisgenèse» se réfère, contrairement à l'insertion de certains gènes dans la plante réceptrice, à la méthode par laquelle les gènes proviennent de la même espèce ou d'une espèce fortement apparentée et où, de fait, les frontières entre les espèces ne sont pas franchies. Evert Jacobsen et Henk Schouten peuvent être considérés comme les pères de cette technique, tous deux biologistes à l'Université de Wageningen en Hollande et développeurs de la pomme de terre cisgénique cultivée à l'intérieur du Protected Site de Zurich. Ces patates ont comme caractéristique d'avoir une meilleure résistance au mildiou de la pomme de terre (Phytophthora infestans) grâce à l'insertion de gènes provenant de variétés de pommes de terre sauvages. L'introduction de ce gène se ferait à travers une bactérie, l'Agrobacterium tumefaciens, capable d'infecter les plantes par la transmission d'un segment d'ADN qui pénètre à l'intérieur des cellules végétales en s'insérant dans leur génome.
Il suffit de lire cette même explication fournie également à l'intérieur de la demande d'autorisation présentée à l'Office fédéral de l'environnement pour comprendre qu'il s'agit clairement d'une technique de génie génétique, sans compter que les deux scientifiques admettent eux-mêmes clairement sur leur site web, co-financé par la même université et avec lequel ils poussent à la déréglementation de la cisgenèse, que dans cette situation on parle de modification génétique. Néanmoins, ils réussissent quand même à défendre que les «plantes sans ADN étranger ne devraient pas être considérées OGM», considérant les «plantes cisgéniques fondamentalement différentes de celles transgéniques [...] et qui devraient dont être traitées au niveau de la réglementation sur le même plan que les plantes reproduites traditionnellement».



Pas besoin d'être des sorciers/ères de la biologie pour comprendre que la partie se joue sur un niveau uniquement lexical, de définitions utiles à un secteur industriel avec d'énormes intérêts en jeu. Et le but est tout aussi prévisible, c'est-à-dire de transmettre aux gens, mais surtout à celles et ceux qui décident des lois et des directives au niveau législatif autant national qu'européen, que la cisgenèse n'est pas une modification génétique en tant que telle. Protagoras, Gorgias et Antiphon s'agenouilleraient devant un si sublime sophisme.

Toute loi contient le moyen de la contourner

En 2001, la Commission européenne émit la directive 2001/18, par laquelle l'utilisation des OGM dans l'environnement était réglementée, imposant de fait un moratoire sur toute l'Union européenne.
A partir de ce moment, l'industrie agrobiotechnologique a dû revoir ses stratégies, d'une part face aux institutions européennes qui s'opposaient à la libre culture des OGM, mais également face la méfiance toujours présente et à la résistance aux OGM sur le vieux continent. Les compagnies ont donc investi dans des techniques d'ingénierie pensées pour contourner la réglementation européenne sur les OGM et, surtout, tournant autour de la définition du génie génétique.
Ces nouvelles techniques de sélection (NBT – New Breeding Techniques), dites également de gene editing (édition de gènes), utilisables sur les cultures végétales, arbres, insectes et autres animaux, ne se limitent pas à la cisgénétique, mais sont nombreuses et chacune différente de l'autre. Toutefois, fondamentalement, elles se différencient en regard des OGM «traditionnels» car, contrairement au fait d'introduire des traits génétiques d'autres organismes, le génome est «réécrit» directement dans les cellules. Pour le moment, la liste prise en considération par la Commission européenne inclut au moins les principales techniques suivantes, dont il est inutile d'expliquer les particularités mais pour lesquelles je vais essayer de donner une explication sommaire pour comprendre à quoi nous nous référons en termes généraux:

- Mutagenèse dirigée (ODM – Oligonucleotide-Directed Mutagenesis). Des oligonucléotides (brèves séquences de nucléotide (ARN ou ADN)) contenant la mutation désirée se font hybrider avec un plasmide (petit filament circulaire d'ADN) spécifique contenu dans le «type sauvage» de la même espèce.
- Les nucléases dirigées (les ZFN – nucléases à doigts de zinc, les TALENs, et la plus célèbre et la moins chère : CRISPR-Cas9). Ce sont des protéines synthétiques et artificielles en mesure de reconnaître et de couper un fragment déterminé d'ADN, de manière à générer des mutations à partir de la rupture de ce fragment.
- Grafting. Greffe de plantes sur des porte-greffes génétiquement modifiés, ou de greffons génétiquement modifiés sur des porte-greffes qui ne le sont pas. Des transferts incontrôlés de gènes entre les deux parties ont déjà été démontrés.
- Agroinfiltration. Injection dans une plante d'une solution contenant des « agrobactéries » Agrobacterium tumefaciens, génétiquement modifiées pour produire (sans modifier le génome de la plante) des pharmaceutiques ou des agrocarburants.
- Interférence à ARN et méthylation de l'ADN (RdDM – RNA-dependent DNA methylation). Processus par lequel des molécules d'ARN sont introduites dans un endroit spécifique du code génétique. Ces molécules d'ARN sont reconnues par les systèmes de défense de la plante à travers des enzymes. De cette manière, la séquence génétique de la plante n'est pas modifiée, par contre c'est l'expression d'un gène spécifique (c'est-à-dire la synthèse des protéines codées par ce gène) qui est partiellement ou totalement altérée.
- Sélection inverse. Une fois qu'une plante exceptionnellement forte est identifiée, elle est utilisée pour produire les lignées parentales nécessaires pour développer une nouvelle variété d'hybrides. En d'autres termes, la sélection inverse renverse la sélection traditionnelle, par laquelle les traits des parents sont d'abord développés séparément, puis le résultat du croisement examiné.
- Finalement, cisgenèse et intragenèse. La modification génétique de plantes avec un ou plusieurs gènes isolés provenant d'une plante sexuellement compatible avec elles. À la différence de la cisgenèse, dans laquelle les gènes proviennent de variétés sauvages, dans l'intragenèse ceux-ci proviennent de variétés hybrides, mais les deux techniques sont fondamentalement similaires.

Tant de techniques d'ingénierie, toutes différentes mais qui se rejoignent dans une même finalité, celle de créer de nouvelles variétés al-

léchantes pour le marché, empêchant la possibilité de reproduction des semences de la part des agriculteur·trices et des paysan·ne·s, et contribuant au problème d'une agriculture conventionnelle basée sur la production de monoculture, avec la nécessité qui en découle de contrôler chimiquement la fertilité du sol, les maladies et les contaminations.

Les produits développés à travers ces techniques pourront être vendus sous les mêmes noms, comme c'est le cas pour les cultures OGM du Protected Site de Reckenholz, avec les pommes de terre (cisgéniques) Desiree, ou les pommes (cisgéniques) Gala, avec la différence non moindre qu'elles seront brevetées et, bien qu'issues du génie génétique, non étiquetées comme telles[1]. Pour le succès commercial, l'invisibilité est essentielle.

Intérêts commerciaux et intérêts nationaux

En amont de cette stratégie de manipulation de la réglementation des différents États et de l'UE sur les organismes génétiquement modifiés, ce sont d'importants intérêts économiques qui sont en jeu. D'énormes sommes sont investies depuis des décennies dans cette direction, autant de la part de compagnies agroindustrielles actives dans les biotechnologies et dans les universités pour lesquelles la recherche scientifique est désormais synonyme de business, que de la part des gouvernements nationaux, préoccupés à maintenir des secteurs industriels nationaux compétitifs.

Dans le cas spécifique des cultures du Protected Site, les patates cultivées l'année passée en sont un exemple clair. Développées à l'Université de Wageningen en Hollande, elles s'inscrivent au sein d'un programme national de recherche visant à développer une pomme de terre génétiquement modifiée résistante au mildiou de la patate. Le projet de recherche, appelé DuRPh – Durable Resistance against Phytophthora trough cisgenic marker-free modification, obtint à l'époque un financement considérable mixte (privé et public) précisément pour soutenir la production de semences de pommes de terre, pour lesquelles la Hollande est la principale productrice au monde.

Bien que le projet ait atteint le but recherché en développant les pommes de terre cisgéniques Desiree, le projet a été déclaré raté en 2015, dans la mesure où la législation européenne restrictive n'a pas permis de récolter les fonds et les partenaires industriels nécessaires à la commercialisation. Par ailleurs, l'Institut biotechnologique flamand VIB a assumé que, parallèlement au développement d'une seconde variété de patates cisgéniques (issues de la variété Bintje, la principale variété employée pour les frites belges), il a repris le flambeau des pressions au niveau institutionnel pour la déréglementation européenne des nouvelles techniques de génie génétique.

«New Breeding Technique Platform » et EFSA au travail

La déréglementation de ces nouvelles techniques de génie génétique n'est que le dernier banc d'essai pour l'industrie des biotech en vue de permettre l'introduction des OGM sur le vieux continent, après des décennies de tentatives fondamentalement ratées. D'ici à cette année, la Commission européenne devrait produire un avis, jusqu'ici longuement retardé, sur l'application ou non des normes actuelles sur les OGM aux nouvelles techniques de génie génétique. Pour la conseiller dans ce choix, un groupe de lobbyistes réunis sous la New Breeding Technique Platform, une structure guidée par Marcel Shutelaar (ex-activiste des Amis de la Terre) et vendue à la promotion de l'introduction des OGM. En font partie une douzaine d'entreprises et d'institutions de toute l'Europe, dont la Fondation italienne Edmund Mach, l'entreprise française Meiogenix, et l'immanquable entreprise bâloise Syngenta. Cette tentative s'ajoute à l'avis de 2012 concernant la cisgenèse et la transgenèse émis par l'EFSA (European Food Safety Authority – Autorité européenne de sécurité alimentaire), dans lequel elle conclut que si les plantes intragéniques peuvent générer des risques similaires à la transgenèse, les plantes cisgéniques peuvent au contraire être comparées aux plantes développées conventionnellement. Elle affirme pourtant que les changements produits par cette technique d'ingénierie varient beaucoup entre elles et que, de ce fait, il est impossible de prédire leur comportement, incitant en conclusion à effectuer de plus importantes études, donc des expérimentations. Un groupe nourri d'expert.e.s et de technicien-ne-s en génie génétique a rédigé le rapport, alors que la consultation scientifique a été attribuée au déjà cité Evert Jacobsen, à savoir le père même de la cisgenèse.



L'invisible main du TTIP

Un des arguments utilisés par le New Breeding Technique Platform en faveur de la déréglementation des NBT est celui selon lequel les lois européennes sur les OGM, si restrictives, représentent une barrière au libre commerce, en comparaison aux réglementations des autres pays (USA, Canada, ...).

Dans le contexte des accords TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership) de libre-échange entre l'USA et l'Europe, la Commission européenne a confirmé à plusieurs reprises la base légale européenne sur les OGM comme non négociable. Une des particularités de ces accords est que les négociations ne sont pas rendues publiques. Néanmoins, des fuites ont eu lieu et ont permis d'avoir connaissance des rencontres entre les associations de semences américaine (ASTA) et européenne (ESA) – qui représentent largement les intérêts des grandes compagnies biotech Monsanto, Syngenta, Bayer, BASF, Limagrain et DuPont/Pioneer – et des délégués de la Commission européenne en vue de discuter du document de prise de position de la part de l'industrie concernant les accords TTIP. Selon l'ESA, l'accord TTIP simplifiera les procédures et favorisera la détermination de standards comparables. Bien que de nouvelles lois ou changements dans la réglementation actuelle ne seront peut-être pas imposés, les standards et les limites actuelles des lois pourront simplement être modifiés en acceptant les standards les plus bas d'outre-océan, favorisant, conformément aux buts du TTIP, les intérêts des compagnies agrochimiques et productrices de semences qui désirent ardemment un marché européen plus ouvert aux innovations agronomiques.

Les expérimentations de plants de pommiers cisgéniques qui commenceront bientôt, comme celles des pommes de terre cisgéniques débutées l'année passée, rentrent parfaitement dans ce travail de forcing pour l'introduction définitive des OGM, en fournissant des expérimentations qui prétendent garantir «la gestion du risque» des OGM et donc leur «sûreté» par des nouvelles techniques, et en contribuant à ce long travail de limage de la signification du génie génétique, transformant un concept de sens en un concept technico-législatif, pour en permettre le renversement et transformer ce qui est OGM en «non-OGM». Tout ceci quand il est désormais clair que la lutte contre les OGM est une bataille fondamentalement perdue, dans la mesure où leur présence dans les aliments, dans les cultures et dans l'environnement est désormais présente et irréversible, et que les opposant·e·s à l'ingéniérisation du vivant sont toujours plus sur la corde raide. Face à cette amère et triste réalité reste un point sûr, celui selon lequel l'ingéniérisation du vivant, à laquelle nous voulons résister, en est seulement à ses débuts. Ses développements ultérieurs dépendent de la compréhension par les scientifiques de la manière par laquelle ils pourront enfermer les êtres vivants à l'intérieur de leurs théories génétiques (et eugéniques), soit précisément à travers ces expérimentations.

[1] J'écris ceci non pas parce que je retiens l'étiquetage comme une solution ou un remède contre l'imposition des OGM, ou que je le soutiens, mais plutôt comme une forme de « mais » pour faire comprendre pourquoi les produits et cultures OGM et non OGM seront de fait assimilées.

Protection des infrastructures critiques – Qu'est-ce que ça a à voir avec la technologie (génétique)?

Dans le contexte de l'exercice militaire Conex 15 qui a eu lieu dans le nord-ouest de la Suisse et de son scénario d'exercice, la protection des infrastructures critiques (IC) prend un rôle central. Ces infrastructures critiques ont été divisées en 10 secteurs et 31 sous-secteurs par l'office fédéral pour la protection de la population, allant de l'administration publique, l'énergie, les finances et l'industrie jusqu'à l'alimentation. Dans les sous-secteurs, on trouve définis comme IC entre autres les institutions de la recherche, les laboratoires et l'approvisionnement en denrées alimentaires.

Examinons les développements militaro-étatiques en cours dans un contexte international. Ainsi la lutte contre-insurrectionnelle prend un rôle toujours plus important, dans lequel la protection des IC se taille une place de choix ; comme cela est visible dans le Programme Européen pour la Protection des Infrastructures Critiques (PEPIC). Un cas exemplaire de cette évolution est la réforme législative « Ley mordaza » en Espagne, selon laquelle une « manifestation non-autorisée contre la fonction d'une infrastructure critique (centrales nucléaires, aéroports...) » devrait être classée comme une infraction très lourde punie de 30'000 à 600'000 euros d'amende. En comparaison, les « manifestations et rassemblements non-autorisés » qui sont considérés comme des infractions légères sont taxées de 100 à 1000 euros. Ceci illustre l'importance manifeste des IC pour les autorités.

La recherche en tant qu'infrastructure critique

Dans la logique capitaliste, la Suisse comme place forte de la recherche est une nécessité, non seulement parce que la Suisse dispose de faibles ressources minérales, mais aussi parce que l'industrie se délocalise dans des zones à faibles coûts de production.
De plus, la place financière, cheval de bataille des capitalistes suisses, devient de moins en moins significative avec le ramollissement du secret bancaire. La recherche a le potentiel d'ouvrir des nouveaux marchés qui pèseraient des milliards, notamment grâce aux « nouvelles » technologies dans les domaines des nanotechnologies et de la génétique.
En outre, les nanotechnologies permettent l'extension du complexe techno-industriel et entre autres le renforcement du contrôle des gens, des flux de marchandises et des informations. On constate le même développement grâce au génie génétique dans le domaine des semences, et en conséquence dans toute la production alimentaire. L'ouverture de nouveaux marchés et l'affinage des mécanismes de contrôle sont bien deux aspects principaux pour lesquels l'État et le capital considèrent la recherche comme une infrastructure critique.

La recherche en tant qu'instance neutre

La recherche ne peut exercer un rôle important au sein de l'existant qu'avec son écran de fumée de la neutralité. Pour légitimer les formidables sommes d'argent que la recherche engloutit et pour entretenir une large acceptation par les masses, le mythe d'une recherche neutre doit être maintenu en vie. Enfin, la croyance dans le progrès devrait aussi être maintenue, parce qu'il est inhérent à la logique capitaliste de promouvoir la « croissance infinie » – entendez la croissance de l'exploitation. La science, tenante de la « vérité objective », fait également partie intégrante de l'idéologie dominante, et en est même un pilier essentiel. Tant que les scientifiques sont tributaires de moyens financiers, leurs études devront se conformer aux intérêts des bailleurs de fonds, sans quoi de nombreux obstacles seront mis à un financement à plus long terme.
Dans une perspective anti-autoritaire qui vise un monde hétérogène, il est logique de considérer qu'il n'y aie pas qu'une seule vérité. Une opposition diamétrale donc à la vérité neutre suggérée par la science.
Le progrès scientifique nous est souvent vendu comme une tendance « naturelle », pourtant il n'a rien à voir avec la curiosité. Derrière le développement de l'énergie atomique ne se trouve pas une pure curiosité instinctive, mais des intérêts clairs qui prétendent résoudre les problèmes de la société existante, par exemple l'approvisionnement en énergie. La construction d'une bombe atomique expose les intentions de manière encore bien plus évidente, et ça ne peut pas avoir grand chose à voir avec une pure curiosité individuelle.
Ainsi les essais d'OGM (organismes génétiquement modifiés) en plein champ nous sont vendus que comme de la recherche pure. Pourtant la dissémination de plantes génétiquement modifiées n'a rien d'une simple expérience. Les plantes sont d'abord isolées de tous les enchaînements « naturels », c'est-à-dire qu'en pratique elles sont comme « croisées » avec des gènes venant d'un contexte étranger, par des voies qui ne peuvent être qu'imposées par les humains dans des conditions artificielles de laboratoire. Ces plantes génétiquement modifiées (PGM) sont maintenant, lors d'une soi-disant expérience, ressorties à l'air libre, c'est-à-dire réintégrées dans les interconnexions de l'environnement. Ceci n'a rien à voir avec une expérience, mais plutôt avec une manipulation de ces interconnexions. Ainsi la contamination, par exemple, de plantes sauvages par des PGM est un effet concret qui n'est pas réversible.

Des nouveaux et des anciens problèmes

Avec l'industrialisation, de nouveaux problèmes apparaissent. La dépossessions des relations sociales a augmenté drastiquement, comme l'ont montré les nombreuses révoltes contre la construction d'usine à travers l'Europe. Malheureusement ces révoltes et soulèvements sont tombé dans l'oubli et des mouvements comme celui des luddites furent brutalement anéantis. Les relations sociales ont été de plus en plus aliénées à tel point qu'un grand nombre de ces relations sont aujourd'hui digitalisées. D'autres pans de notre vie comme l'alimentation, l'orientation ou l'information sont le plus souvent confiés à notre smartphone. A travers cette dépossession sociale, poussée par plusieurs rapports de domination et de pouvoir, tous les pans de notre vie se retrouvent surveillés et contrôlés. Le pouvoir devient plus subtil et prend un caractère encore plus totalitaire.

Regardons l'industrialisation depuis un autre angle. Les villes salies à travers les cheminées des usines et leurs fumées noires ainsi que les premiers engrais chimiques et machines motorisées ternissent un peu l'image. A travers la diffusion massive de divers pesticides de l'agriculture intensive et industrielle l'équilibre écologique de nos champs a été renversé. Les nouvelles technologies prétendent ramener cet équilibre à un état stable ou au moins réduire l'utilisation des poisons végétaux. Par exemple du fait que certaines plantes génétiquement modifiées produisent leur propre insecticide. Le fait que l'utilisation de l'insecticide Rondup à considérablement augmenté depuis le développement du Rondup-Ready Soja, montre que cet argument n'a rien à voir avec la réalité. Le vieux problème de l'agriculture industrielle n'a en aucun cas été résolu. Non, mais plusieurs autres problèmes se sont rajoutés.

Pénurie alimentaire faite maison

Revenons rapidement au scénario de l'exercice militaire « Conex 15 ». Celui-ci a lieu dans un avenir futuriste d'une Europe fictive avec de nouveaux pays et de nouvelles frontières, dans lesquelles règnent une crise économique et où la pénurie alimentaire appartient au quotidien. Mais ce scénario n'est en soi pas complètement fictif. Si l'on regarde le développement de l'agriculture au sein du capitalisme on remarque que cette agriculture se dirige tout droit vers un tel scénario de pénurie alimentaire.
L'agriculture conventionnelle, souvent décrite comme solution à la faim dans le monde, se base sur l'utilisation d'engrais artificiel et de grande machine, donc de pétrole. On parle donc de l'utilisation de ressources restreintes, dont certaines se rapprochent de leur fin dans les prochaines années à venir. L'utilisation intensive d'engrais minéraux épuisent les sols et amène à la diminution de l'humus des sols ainsi qu'a la destruction de la flore et de la

faune. En Afrique, de grands investisseurs du monde entier achètent des hectares de terrains qu'ils utilisent comme terrain agricole durant quelques années de manière intensive.
Ces sols plutôt pauvres en nutriments ne sont déjà plus fertiles après deux années d'agriculture industrielle, l'utilisation massive d'engrais (artificiels) n'est alors plus attrayante pour les investisseurs et les sols sont abandonnés, épuisés et sous forme de désert.

Ces développements décrits plus haut, sont aussi observables en Europe, néanmoins avec un horizon temporel plus lointain. Une rotation des cultures orienté dans une direction purement économique à la recherche de rendements maximaux appauvris les sols, ce qui va être compensé avec l'utilisation toujours plus massive d'engrais, qui sont cependant créés à partir de ressources limitées.
On retrouve le même effet dans l'agriculture biologique, néanmoins de manière moins intensive.
Le renoncement aux engrais minéraux et aux pesticides à un effet moins brutal et rapide sur le développement décris plus haut. Une agriculture biologique au sein de l'économie capitaliste ne pourra jamais être durable. Car ici également l'industrialisation n'a rien épargné, même si c'est ce que la publicité aimerait vendre comme vérité. De grands tracteurs, un travail du sol intensif, des rotations de cultures trop rapides et des monocultures, voila à quoi ressemble l'agriculture Bio. Celui ou celle qui au sein d'une économie de marché orienté vers le profit, souhaite gérer une exploitation agriculture biologique doit faire de tel compromis. En cela, l'agriculture biologique va au-devant des même problèmes et tendances que l'agriculture non-biologique même si c'est d'un pas moins rapide.

Le capitalisme se peint en vert…

Concernant l'agriculture biologique, le capitalisme s'en sert principalement pour ouvrir de nouveaux marchés l'empêchant en mème temps d'exploiter l'entier de son potentiel. Mais le développement actuel au sein du capitalisme vert va encore beaucoup plus loin. Ce n'est pas suffisant que la propagande capitaliste essaie de nous vendre la technologie génétique comme quelque chose ayant à voir avec le développement durable. Non, cela va encore plus loin. Aujourd'hui des CMS-hybrides sont vendus comme des produits alimentaires biologiques. Grâce à de nouvelles méthodes mises au point dans l'industrie génétique et à l'aide de l'État et de ses institutions, il est possible que de telles procédures soient autorisées. Il devient ainsi possible, malgré un moratoire sur le génie génétique que soit par exemple acheté au supermarché sous le label Bio, un Brocoli contenant des gènes de Radis.

... et augmente la dépendance

Ces processus au sein du capitalisme vert, cachent les conséquences sociales et écologiques de la technologie génétique. Si au supermarché il suffit d'un label pour donner la bonne couleur, c'est un peu plus difficile pour ce qui est des aspects sociaux. Les divagations sur l'apaisement de la faim dans le monde par les organismes génétiquement modifiés est tout aussi évidemment faux que la facilitation prétendue que cela amènerait aux paysan_nes. Si vous décidez de cultiver cette semence génétiquement modifiée, qui est presque toujours brevetée, il vous viendra plus de nouveaux problèmes que de problèmes résolus. Les agriculteurs et agricultrices ne peuvent plus reprendre leurs propres semences comme ils et elles l'ont fait durant des millénaires, mais doivent acheter chaque année aux multinationales de chères semences génétiquement modifiées, créant ainsi une énorme pression financière supplémentaire. Cette pression ayant déjà poussé tant de personnes au suicide. A côté de cet aspect important, la dépendance est encore plus profondément accrue.
Si un ou une Agronome souhaite par exemple planter du coton Roundup Ready alors il/elle doit acheter non seulement les semences (chaque année) à l'entreprise, mais aussi l'herbicide Roundup total, produit par la même entreprise. Les plantes poussent en outre de manière plus optimale si les engrais correspondant sont utilisés. Ces plantes ont également été conçues pour obtenir par exemple un engrais minéral azoté à un moment précis. Si un engrais organique est utilisé la croissance réelle de la plante ne pourra être atteinte. Cette dynamique n'a pas pour seule conséquence le fait que les agriculteurs et agricultrices développent une énorme dépendance vis-à-vis des multinationales. Les semences locales disparaissent de plus en plus à travers cette monopolisation, cimenté par les pouvoirs existants.

Protected Site comme infrastructure critique

Le Protected Site est un exemple de ce que pourrait être une infrastructure critique dans le domaine de la recherche. Ce dernier est un centre de recherche d'une grande importance pour les partisan_nes de la technologie génétique du monde entier, où sont menés des essais de plantation génétiquement modifiée en plein air. C'est une véritable forteresse qui a été construite dans la banlieue de Zurich, à Affoltern sur le terrain de Agroscope/Reckenholz.
Le contrôle de ce champ se manifeste par deux clôtures, un détecteur de mouvement, une tour de caméras, une surveillance journalière de 24 heures avec chien par le service de sécurité de Bouygues et un plan d'action spécial de la police en cas de menaces.
Cela montre aujourd'hui déjà comment concrètement les infrastructures critiques pourront être protégées dans le futur par les autorités. Cependant, le site protégé n'est pas un scénario fictif, mais bel et bien une réalité existante depuis plus d'une année.

Scénarios fictifs et perspectives réelles.

Ce sont, entre autre, ces aspects-là qui nous importent si nous comprenons la technologie comme une facette des structures du pouvoir et que nous cherchons à combattre celui-ci dans son ensemble.
Les sociétés libres ne peuvent résulter que d'une production alimentaire locale et auto-organisée suivant des principes réellement biologiques, incluant donc la durée de vie des sols, des variétés localement adaptées et une éventuelle rotation des cultures large et diversifiée sans pression économique de la part des marchés capitalistes.
La connexion des différentes luttes émancipatrices se concentrant sur des sujets spécifiques est central. C'est cela aussi que démontre le scénario fictif de Conex15.
Il est évident que ce qui, selon ce scénario, est classé comme infrastructures critiques, se révèle être des pierres angulaires du système en place.
Si, au travers de nos luttes, nous nous attaquons à ces infrastructures critiques, cela sera certainement un bon pas dans la direction de la destruction de toute forme d'autorité.

Source:

- Office fédéral de la protection civile
- Im Land der Demokratien
- Le champ du contrôle

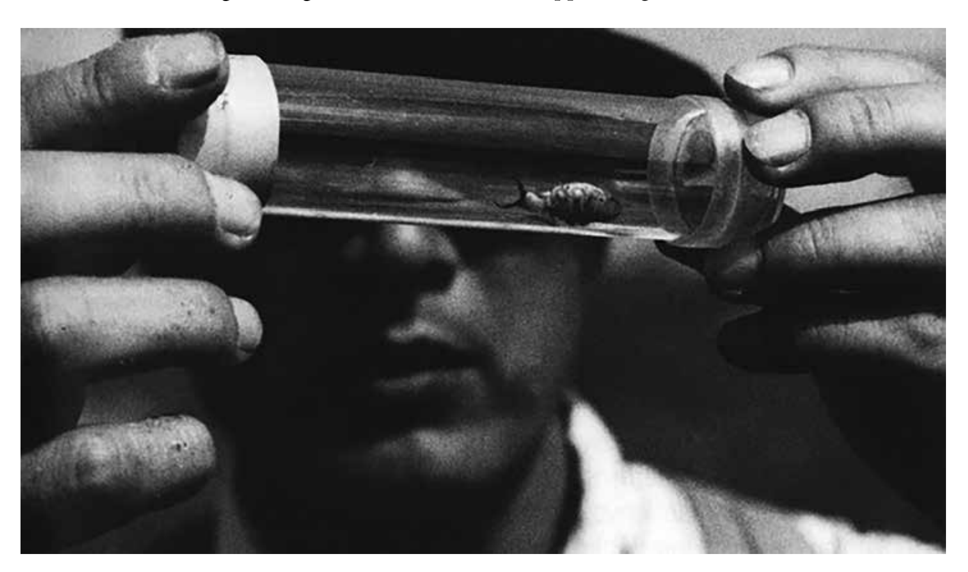


A propos de la domination, de la maitrise et du contrôle

Dans le texte qui suit, il s'agira de faire un pas en arrière, et de revenir sur une partie de l'histoire qui constitue le socle sur lequel la société actuelle repose. Car malgré son aspect fragmentaire, le monde dans lequel nous vivons, et les relations qui le constituent sont imbriquées et reposent sur une vision du monde développée il y a bien des années, notamment durant cette époque qu'on appelle la modernité, et plus particulièrement lors de ce qui est nommé le siècle des Lumières. Parce que les diverses formes de domination se rejoignent et se nourrissent entre elles. Si nous analysons la technologie en tant que telle, nous n'en faisons qu'un objet détaché de son contexte historique et social. Ce mot est finalement très difficile à définir, et cela serait un faux débat que de s'acharner à vouloir définir ce que nous considérons ou non comme une technologie. Néanmoins, nous pouvons discuter des formes d'organisation de la société, de la vision du monde qu'elle sous-tend, et pour ceci, l'époque de la modernité constitue un point charnière fondamental pour comprendre le présent.

Pour rappel, la période des Lumières commence principalement dans la seconde moitié du 17ème siècle avec des philosophes comme Spinoza, Locke, Newton, mais ce courant de pensée s'amorce déjà bien avant, à partir du 16ème et 17ème siècle, avec des auteurs qui développent notamment la physique et les mathématiques comme nouvelles clés de lecture du monde, à l'instar de Copernic et Galilée.
Ce qu'inaugure le siècle des Lumières est une vaste entreprise qui s'articule autour de la connaissance, celle-ci impliquant une distanciation du sujet par rapport au monde qui l'entoure, et qui aboutit finalement à une entreprise de domination du sujet sur la nature, puis des individus sur eux-mêmes. La modernité s'articule autour d'un projet, celle de l'émancipation du sujet face à toutes les formes de ce qui s'appelait l'obscurantisme, des mythes à la religion. Il s'agissait bien de l'idée de se libérer de toutes formes de contraintes extérieures, de l'Eglise à l'Etat absolutiste et pour ce faire, c'est la connaissance et le savoir qui allaient prendre leur place, à travers la science, avec en son cœur la technique. Néanmoins, c'est autour de la notion de Raison que ce projet d'émancipation va prendre forme. A travers des écrits comme ceux de Kant, l'individu se voit proposé de faire usage de sa raison. En d'autres termes, ce ne seraient plus des autorités extérieures qui auraient la charge de dicter les lois du monde, mais ce serait au sujet que reviendrait la possibilité de penser par lui-même et à partir de lui-même. Le sujet se retrouve donc désormais au centre du projet de connaissance, il est le point de départ face à un monde qu'il doit appréhender. Les autorités extérieures ne sont plus acceptées, l'individu possède lui-même l'autorité.

Mais appréhender ce monde implique de se mettre en face de lui, ou pourrions-nous dire de le présenter face à soi, et, de fait, de s'en distancer. Ce qui est autour de l'individu va se transformer en un objet de science, éloigné, inconnu, en une chose qu'il s'agit de disséquer. Pour mieux le lire, il s'agira de le fragmenter, et ce sont les nouvelles lois mathématiques et physiques qui en seront la nouvelle clé de lecture. Finalement, ce qui devait être l'usage de la raison, le penser, la réflexion, se transforme en formules scientifiques, en l'application d'une méthode. Il s'agit du règne du fait, de ce qui a été appelé le positivisme. Ce qui est observable, prouvable est désormais uniquement considéré. La critique devient uniquement affirmation. Cette coupure de l'individu face au monde n'est désormais plus une interaction réciproque mais se transforme peu à peu en un projet de domination de l'un sur l'autre. L'individu ne se reconnaît plus comme faisant partie du monde qui l'entoure, ce qui implique progressivement qu'il ne se reconnaîtra également plus lui-même. Ainsi, des auteurs ont invité à distinguer deux formes de raison. La raison en tant qu'elle s'est proposée comme projet émancipateur pour l'individu, c'est-à-dire une nouvelle autonomie pour le sujet par rapport aux anciennes formes de domination, une capacité de réflexion, et son deuxième versant, appelé la raison instrumentale, celle-ci étant une raison calculatrice, orientée uniquement en vue d'une fin. La raison devient ainsi un instrument, et n'est plus un processus de la pensée. Elle devient finalement elle-même mythe, non questionnable et au nom duquel les individus justifient leurs actions.



Ainsi, à travers ce projet articulé autour de la connaissance, c'est la maitrise et le contrôle qui vont prendre place. L'individu, désormais au centre du monde, ne veut ou ne peut plus rien laisser à l'inconnu, effrayant et rappelant les terreurs des anciens mythes. C'est un projet de domination de la nature, qui se voit réduite à de simples formules scientifiques. Bien plus, celles-ci inaugurent les lois mathématiques de l'équivalence. Devant la peur de l'inconnu, il vaut mieux que tout en face de nous se ressemblent, se ressemblent et se répètent. Et tout ceci n'est pas bien loin des recettes économiques, car le siècle des Lumières est une révolution bourgeoise, et ce qui apparaît également avec les mathématiques sont les lois économiques du marché. Peu à peu, la domination de la nature apparaît également alors dans la domination par une minorité « éclairée » qui détient le pouvoir économique d'une majorité qui se trouve asservie. Après la division du monde en parcelles analysables, il s'agit de la division du travail. Cette emprise va se poursuivre avec le développement acharné du capitalisme industriel et la vaste entreprise de rationalisation qui l'accompagne. En lien direct avec la raison instrumentale, celle-ci consiste en la mise en place d'activités pratiques, de but et de moyens dirigés en direction d'une fin précise.
L'idée de domination part ainsi de ce projet de connaissance, et accompagne le processus du capitalisme moderne. Bien plus, les individus eux-mêmes vont se retrouver sous l'emprise de leur propre soif de contrôle. Ainsi, plusieurs dispositifs seront mis en place.
Le temps apparaît comme un moyen extrêmement efficace de contrôle des corps. La perception du temps change entre 1300 et 1650 dans la culture occidentale, notamment avec la généralisation de l'horloge. Cet exemple est particulièrement parlant dans la mesure où il implique cette distanciation du monde et

l'application d'une mesure abstraite et arbitraire, de lois universelles sans relation avec ce qui nous entoure. En effet, l'unité de temps par l'horloge se différencie de ce qu'on appelle un temps « orienté par la tâche », et dans le travail, ce qui va notamment constituer le point charnière est l'emploi de main d'œuvre. La mesure du temps devient ainsi valeur monétaire, et c'est avec l'essor du capitalisme industriel que la discipline par le temps se généralise, notamment avec les fiches de pointage. Il s'agit à la fois de calquer le travail des employés sur l'emploi généralisé des machines, mais également une manière de discipliner les corps au labeur.

Nous pouvons également penser aux prisons dans leurs formes modernes, pour ce qu'elles sont en premier lieu, mais également comme une allégorie de la société de manière générale. Sans parler des contrôles des corps et des mouvements par l'enfermement direct de ceux-ci, des hauts murs et des barbelés, le modèle du panoptique en est l'illustration la plus flagrante. Il s'agissait d'une tour placée au centre de la prison, depuis laquelle il était possible de voir dehors, mais où il était impossible de voir à l'intérieur de celle-ci. Les personnes à l'intérieur de la tour pouvaient de fait contrôler ce qu'il se passait, mais surtout, la seule idée de savoir, pour les prisonniers.ères, qu'il était possible d'être vu.e.s à tout moment était un moyen de contrôle qui s'avérait et s'avère encore particulièrement efficace. Ces mesures tendent à être répandues aujourd'hui, sous de multiples exemples, différents du modèle du panoptique mais qui le rejoignent sous bien des aspects, que nous pensions à la multiplication des caméras, ou encore à la géo-localisation des ordinateurs et des téléphones. Nous assistons bien à un dressage des corps et des consciences, à une forme différente de société disciplinaire utilisant de nouveaux outils de contrôle. Et ceci se fait de plus en plus pressant, dans la mesure où l'usage du contrôle par l'ADN permet de pénétrer plus encore dans le corps.

Une forme de domination s'est également mise en place à travers le savoir médical. L'établissement de normes se fait désormais non plus sous le couvert de la religion, mais par le savoir scientifique. Nous pouvons par exemple penser aux recherches effectuées dans le domaine de la sexualité, un domaine qui a de tout temps subi l'établissement de règles ainsi que de normes strictes. Pour prendre un exemple plus ou moins récent, une étude en Amérique, l'étude Kinsey, effectuée en 1948 auprès des hommes et en 1953 auprès des femmes visait à faire des recherches sur le comportement sexuel des individus. Elle a abouti, par exemple, à définir le nombre de contractions que l'organe génital doit effectuer afin de considérer ceci comme un orgasme. Compter, rationnaliser.

Nous avons ainsi peu à peu affaire à la fois à des contraintes sociales et des dispositifs de contrôle qui demeurent forts mais qui vont de pair avec une internalisation des normes, une auto-censure, et à un conformisme de plus en plus répandu.

Comment expliquer ce saut de l'individu dans une autre forme d'asservissement. Une analyse développée par un auteur s'articule autour de ce qu'il a appelé la «peur de la liberté». Selon cette théorie, l'individu, désormais affranchi de toutes règles extérieures d'autorité et face à une liberté qui apparaissait par bien trop effrayante, aurait eu trois possibilités, se jeter dans l'autoritarisme, dans la destructivité ou dans ce qu'il a appelé le conformisme des automates. Le sentiment d'isolement aurait provoqué une incertitude insurmontable et l'aurait poussé à se jeter dans de nouvelles formes de servitude. Ce que nous avons pu observer par avant autour de la notion de Raison, la régression du penser derrière des formules toutes faites apparaît alors comme le terreau favorable à l'acceptation de ce qui est. Certaines analyses ont poussé cette réflexion plus en avant en soulignant cette condition de l'esprit comme étant celle qui a permis l'acceptation par une grande partie des gens des gens d'un régime autoritaire, à l'instar du fascisme. Bien évidemment, il ne s'agit pas de nier l'importance des violences et des structures de contrainte directes de tels régimes, et nous n'aurions pas la place d'évoquer ici l'entièreté d'une analyse historique et sociale aussi complexe. Nous pouvons simplement souligner les différents éléments qui caractérisent à bien des égards la société dans laquelle nous vivons actuellement, soit la substitution du penser par des méthodes scientifiques déterministes, la rationalisation, ainsi que la perte du lien avec le monde qui nous entoure, aboutissant à sa domination.

Le champ du contrôle

Un recueil de textes contre le génie génétique et la domination

L'intention de ce recueil de textes est de ressortir la question du génie génétique du placard, alors que le moratoire sur les OGM en Suisse est parvenu à calmer les esprits. Il s'agit de rompre le silence et la tranquillité qui entourent les expériences menées aujourd'hui et de dénoncer le rôle de la recherche scientifique. A quoi bon prétendre stopper les OGM alors que les disséminations et la poursuite de la recherche et du développement s'accordent pour nous mettre devant le fait accompli ?
Cette brochure dresse notamment un historique de la lutte en Suisse et présente le champ d'essai ultra-sécurisé d'Agroscope, tout en élargissant la problématique aux questions de la pseudo-neutralité scientifique, de la convergence des technologies, de l'extension du contrôle sur le vivant et de la nécessité de l'insurrection.

En français, en italien et en allemand : https://infokiosques.net/spip.php?article1173

En un quart d'heure c'est fait !

Expériences dans les luttes anti-OGM & réflexions sur les stratégies et les modes d'action

Interview mutuelle entre trois opposants aux OGM qui parlent de leurs luttes et des moyens d'actions en France et en Suisse. Alors que le mouvement des Faucheurs Volontaires a été justement dénoncé pour son idéologie citoyenniste et ses pratiques d'encadrement et de récupération de la lutte, des militants qui y ont plus ou moins participé exposent les points forts de ce mouvement tels qu'ils les ont découverts par leurs expériences, mais aussi leurs critiques et leur appréciation d'autres formes de lutte. Le courant anarchiste anti-industriel avait annoncé la « fin de partie » il y a plus de dix ans, mais aujourd'hui ce sont bien des citoyennistes qui font de l'action directe et maintiennent un rapport de force en France, ce qui pose aux militants radicaux suisses et français la question de comment se réapproprier la lutte.
Parce que la partie n'est pas terminée, parce que la recherche ne cesse de créer de nouvelles technologies qui amènent de nouvelles offensives, et qu'il n'est pas certain (quoi qu'on en dise) que les désirs de liberté s'atrophient alors que nous sommes nombreux·ses à les sentir bouillir en nous.
Que la résistance se renforce, qu'on reprenne l'offensive !

En français et en allemand : https://infokiosques.net/spip.php?article1262



TILIKUM

Le troisième numéro est sorti. Publication de libération animale, humaine et de la terre, réalisée par le groupe La Lepre et d'autres individus proches. Pour demander des copies papier : lalepre@canaglie.org

SOLIDARITE EST COMPLICITÉ

Notes autour de la tentative d'attaque d'IBM en Suisse de Silvia Billy Costa et du procès en Italie

Une récolte de communiqués, écrits depuis l'intérieur et l'extérieur de la prison, d'actions et d'attaques en solidarité aux camarades détenu.e.s en Suisse entre 2010 et 2012. Luttes, parcours et pratiques, tous différents les uns des autres, qui ont su à un moment s'imbriquer et donner une continuité à une lutte contre les nuisances à l'intérieur et à l'extérieur, avant, pendant et après l'incarcération.

Contacts et demandes: urlodellaterra@inventati.org / 5 euros par copie plus les frais d'envoi

Italie: Le procès italien contre Billy, Costa et Silvia tombe.

Le 24 mars, la décision concernant le procès italien contre Billy, Costa et Silvia a été rendue. Le procureur avait requis des peines allant jusqu'à cinq ans et six mois pour les infractions d'attentat meurtrier, transport d'explosif et recel, le tout dans un but terroriste. Le tribunal s'est exprimé sur l'impossibilité de mener le procès, en déclarant que les camarades ne pouvaient pas être jugé.e.s en raison d'un problème de juridiction.

Le procureur de Turin a fait recours contre cette décision.

Plus d'infos et mises à jour: https://silviabillycostaliberi.noblogs.org/

Italie

Cinq camarades accusé.e.s d'une attaque terroriste contre des pylônes à haute-tension en Toscane ont été acquitté.e.s lors du procès du jeudi 30 juin à Florence. Ce procès, qui traînait depuis plus de dix ans, partait des enquêtes «groupes affinitaires» et «anticorps» de 2006. Le ministère public a demandé le renouvellement de toute l'instruction avec l'utilisation de nouveaux/elles expert.e.s et de nouveaux digos (Divisione Investigazioni Generali e Operazioni Speciali della Polizia di Stato – Division investigations générales et opérations spéciales de la Police d'Etat).

Finlande

Du 22.4 au 1.5, la semaine d'action «Reclaim the Cape» contre la construction de la centrale nucléaire s'est tenue à Pyhäjoki. Onze personnes ont été arrêtées. Cinq personnes ont été relâchées après quelques jours et cinq autres dans les semaines suivantes. Actuellement, une seule personne accusée d'émeute et de résistance contre la police est toujours en détention. La dernière personne, retenue en prison et accusée d'émeute et de résistance contre la police, a finalemment été libérée elle aussi.

Berne : Action directe contre la recherche sur les OGMs



Le Département fédéral de l'environnement à Berne a été attaqué à la peinture le 25 février dernier.

Du 22 au 28 février, un appel a été lancé pour une semaine d'action internationale contre les nuisances technologiques et le monde qui les produit. C'est dans ce cadre que nous sommes allées, le 25 février, déverser une quantité massive de peinture sur les murs de l'Office fédéral de l'environnement à Berne.

Cet office délivre depuis plusieurs années les autorisations pour effectuer des recherches sur des plantes génétiquement modifiées (OGM) dans le laboratoire à ciel ouvert, « Protected Site », à Reckenholz (ZH). En ce moment même une nouvelle demande, concernant des pommiers « Gala », y est en cours de traitement.

Cette attaque contre la recherche et contre le développement des OGM est portée en solidarité avec toutes les personnes en luttes contre la société
industrielle.

Solidarité avec Billy, Silvia et Costa = silviabillycostaliberi.noblogs.org

quelques anarchistes

autres actions...

France:

Dans la nuit du 1er au 2 août 2016, les Faucheurs Volontaires ont détruit une parcelle de 3,5 hectares près de Perpignan (France) sur laquelle étaient cultivés des tournesols mutés (créés par mutagenèse) à des fins de multiplication, pour produire de la semence. Un tiers de la production française est faite de tels tournesols, qui ne sont légalement pas considérés comme des OGM.

France:

Le 18 juillet, les Faucheurs Volontaires ont occupé pour une journée une usine de Monsanto à Trèbes (Pyrénées françaises) en soutien aux paysan·ne·s qui en Argentine bloquent depuis presque trois ans un projet de la plus grosse usine de Monsanto sur le site de Malvinas Argentinas (Córdoba).

France:

Le 3 juillet, les Faucheurs Volontaires ont saboté un stock de tourteau de soja transgénique en provenance d'Amérique du Sud dans le port de Saint-Nazaire (France), en l'aspergeant d'eau pour le rendre impropre à la consommation animale. Ce type d'action a été répété de nombreuses fois depuis une dizaine d'années et les dégâts peuvent être assez massifs. Malheureusement, les revendications se concentrent sur une demande d'étiquetage des produits issus de ces denrées.

France:

Le 20 mai, une centaine de paysans et de faucheurs volontaires ont occupé des locaux de la multinationale semencière Vilmorin-Limagrain à Portes les Valence (Drôme, France).



Cette entreprise commercialise des variétés transgéniques, notamment en Espagne, développe des nouveaux OGM avec la technique Crispr-Cas9 et fait un lobbying pro-biotech intense.

Italie: enveloppe explosive à l'EFSA

Dans la matinée du 7 juin, une enveloppe contenant de la poudre et un détonateur a été remise. La lettre a été interceptée par le bureau de poste de la structure durant la procédure normale de vérification de la correspondance. Les paquets et enveloppes sont effectivement contrôlés au détecteur de métal et rayons X et, dans le pli suspect, quelques fils et une batterie sont tout de suite apparus évidents aux contrôles.

Italie : enveloppe explosive à l'Algamundi

Dans la matinée du 8 juin, une enveloppe contenant un porte-feuille remplie de poudre et avec un détonateur a été distribuée au bureau du comptable de l'entreprise Algamundi srl, une start-up qui travaille dans le domaine des biomasses et qui est impliquée dans des projets dans le champ de la biotechnologie. L'employé qui a ouvert la lettre a été légèrement blessé au doigt.

Allemagne : sabotages de câbles électriques à Hambach

Le soir du 23 avril, un groupe de saboteurs a incendié les câbles à haute tension sur le site de Hambach, empêchant le lieu de fonctionner. La forêt de Hambach est le théâtre d'une bataille écologiste prolongée contre l'entreprise RWE, qui cherche à détruire la forêt pour extraire du charbon. Les opérations de constructions vont d'ores et déjà subir des pertes économiques importantes dues à l'incendie qui a été une réussite.

Italie : Glyphosate dans des produits alimentaires

Dans la première semaine de juin, le Nucleo Danaus Plexippus Fai/Fri a revendiqué l'altération d'un nombre non précisé de produits commerciaux, comme des biscuits diététiques et de la sauce soja. Les produits ont été empoisonnés avec des doses de glyphosate injectées dans les confections, pour ensuite être rangés sur les étagères des magasins de toute la Lombardie. A travers un long communiqué disponible sur Internet, le groupe explique et argumente cette campagne contre les poisons. Outre le retrait des produits du marché, il s'agit de jeter à la figure de tout le monde les contradictions sur lesquelles repose la société entière, dans laquelle nous sommes plongés dans une dépendance à sa propre toxicité.

Des bâtons dans les roues des aménageurs du technopôle

Le 7 février 2016, deux pelles mécaniques ont été sabotées pour retarder les travaux de préparation en vue de la construction du « technopôle Agen-Garonne » dans le Sud-Ouest de la France. Les travaux ont aussi été retardés par une série de blocages pacifiques pour empêcher les ouvriers de l'entreprise Vinci de travailler. Il s'agit d'un projet de zone de développement économique, vanté comme « l'un des plus gros développements fonciers » de la région, qui comprend un échangeur autoroutier et une liaison TGV, et va donc bétonner plusieurs centaines d'hectares pour attirer des entreprises technologiques. Le site des promoteurs met en avant l'« expertise dans le domaine de l'eau et de l'adaptation au changement climatique », tandis qu'un responsable révèle dans un interview que les premières entreprises intéressées se situent dans le secteur « e-logistique ». Une ZAD (zone à défendre) avait été établie pendant une année sur les terres d'un agriculteur opposé aux travaux, et expulsée fin 2015.

Synthetic Biology Bullshit Bingo

Le 16 février 2016 a eu lieu une action ludique de perturbation d'une table ronde sur la biologie de synthèse à l'UNIL (université de Lausanne). Dans un auditoire garni d'une cinquantaine de scientifiques, un panel d'expert·e·s en biologie de synthèse, sociologie, éthique et environnement était invité à débattre des impacts sociaux des percées de la recherche. Pas un mot en français évidemment, et absence du « grand public ». Quelques personnes toutefois étaient venues pour lancer le jeu du Bullshit Bingo, distribuant au début des débats une invitation à crier « Bingo ! » chaque fois qu'un·e expert·e prononçait une des phrases, répertoriées dans la grille du Bingo, typiques de ces pseudo-débats servant à prévenir toute contestation.

Et elles n'ont pas manqué, les occasions de crier « Bingo » ou « Bullshit », lors les différentes interventions sur la (non-)responsabilité des chercheurs et la neutralité de la science, sur l'importance des commissions éthiques pour réguler les « dérives » de la technologie ou sur le parallèle entre la biologie de synthèse et les OGM. Admettons aussi qu'un bon nombre de remarques intéressantes ont émergé, mais sans qu'il y ait le moindre impact : d'une part, les plus fondamentales comme celles d'un jeune chercheur qui se questionnait sur la perception du vivant comme machine n'ont pas été discutées, d'autre part les multiples stands d'entreprises de biotech qui remplissaient le hall du bâtiment n'allaient aucunement être dérangés quoi qu'il se passe dans cet auditoire.

Certain·e·s intervenant·e·s étaient un peu déstabilisé·e·s par les Bingo-marqueurs-deconneries, d'autres arrivaient très bien à se la jouer grand-seigneur-j'ai-de-l'humour. Le public, plutôt irrité, n'a pas voulu participer au jeu et à fini par applaudir une de leurs pairs qui a plaidé que les opposant·e·s avaient une perception faussées des dangers, par exemple quand les nouvelles biotechnologies réduisent en fait l'utilisation des pesticides... La palme du Bullshit Bingo est revenue au professeur Van Der Meer qui a en introduction présenté le potentiel prometteur (notamment financier) de la biologie de synthèse et qui dans le débat a dit qu'en tant que chercheur il s'en foutait de l'impact de ses recherches sur l'économie. En l'occurrence sur les paysan·ne·s dont les productions de plantes médicinales, de vanille ou d'autres arômes seraient rendues inutiles par les nouvelles bactéries synthétiques qui produisent des molécules équivalentes en bioréacteur.

Qu'est-ce que la biologie de synthèse ?

Vous avez aimé les OGM ? Vous allez adorer la « synthetic biology » ! La « BS », comme on dit dans le jargon, est un nouveau domaine du génie génétique qui ambitionne de construire des « systèmes biologiques » et des organismes vivants totalement artificiels. Notamment en fabricant de l'ADN nouveau, à partir de « bio-briques » standardisées et de principes d'ingénierie. Les acteurs de ce domaine vulgarisent la biologie de synthèse en parlant de lego ou de mecano du vivant : tout est découpé en parties et ré-assemblé correspondant à des fonctions. Concrètement, différentes technologies de type « ciseaux biomoléculaires » qui sectionnent l'ADN à des endroits précis permettent déjà de modifier beaucoup plus facilement un grand nombre de gènes, pour un prix beaucoup plus bas qu'avant.

On savait déjà que les scientifiques n'ont aucune limite de principe, maintenant leurs nouveaux joujoux technologiques leur donnent les moyens de s'en donner à cœur joie : dès le niveau étudiant, il est devenu banal de commander des morceaux d'ADN sur internet et de les assembler pour produire des biomachines, transformer des cellules ou des organismes vivants. Le vivant est maintenant devenu un vaste chantier d'ingénieur. La vision mécaniste du vivant initiée avec Descartes est maintenant aboutie et imposée au monde par une ultra-minorité de savants et d'industriels.

La Recherche promet une énième révolution industrielle, notamment grâce aux bactéries artificielles qui servent déjà à la production d'arômes et de médicaments, et qui pourraient rapidement ruiner des millions de paysan·ne·s en industrialisant leurs productions. Sans compter le développement annoncé de biocarburants et de bio-plastiques pour pallier à la raréfaction du pétrole en digérant des mégatonnes de biomasse qu'on ira piller dans les pays pauvres. Tout cela est vendu comme écologique, tout comme les mythiques bactéries dépolluantes qui nettoieraient les dégâts précédents de l'industrie. Ces technologies ouvrent aussi de merveilleuses perspectives comme l'invention à bon marché de nouveaux virus à usage militaire, et relancent le débat sur l'amélioration génétique de l'humain.

Laboratoires de recherche à Lausanne

L'UNIL a mis au concours en 2015 deux postes de professeur·e·s en biologie synthétique, avec mandats de recherche et d'enseignement, censé·e·s entrer en fonction en janvier de cette année. Le Maerkl Lab du professeur Sebastian Maerkl (http://lbnc.epfl.ch/) est déjà actif depuis plusieurs années dans ce domaine à l'EPFL, ainsi que le professeur Yaakov Benenson à l'EPFZ. Tous deux font partie, avec Van Der Meer, de la commission de nomination des nouveaux postes à l'UNIL. Il s'agit clairement pour ces institutions de se positionner dans un domaine qui draine beaucoup d'argent, mais aussi de maintenir la Suisse comme ce haut-lieu de la biologie synthétique qu'elle est grâce à des entreprises comme Evolva.

Est-ce que ces gens vont longtemps encore pouvoir tranquillement jouer à transformer le vivant, c'est-à-dire notre réalité, tout transformer en chair à chercheur, sans être inquiétés ? Pourquoi ne pas nous mobiliser dès maintenant, sachant que les labos sont à côté de chez nous ? Il est temps de briser leurs rêves, qui sont nos cauchemars !

D. Zerteur





Rhizome paraît irrégulièrement en allemand, en italien et en français. Des exemplaires peuvent être commandés à rizom@immerda.ch.
Tirage français: 500 ex. / **Tirage it. :** 500 ex.
Tirage all. : 500 ex.
Contact: rizom@immerda.ch
Page d'accueil: rhizom.noblogs.org
Si vous voulez faire paraître un article dans Rhizome, envoyez-nous un e-mail et il y a de bonnes chances que nous vous répondions.